

## Nouvelles locales du lundi 4 janvier 2016

@rib News, 05/01/2016 | Justice et Droits de l'Homme - Au procès des 28 présumés putschistes qui s'est tenu lundi à Gitega, il y a un cas qui a soulevé plusieurs interrogations : celui d'un Colonel à la retraite Jean-Bosco Daradangwa, ancien porte-parole de l'armée. Il est en effet poursuivi pour avoir écrit un message téléphonique (SMS) en date du 13 mai 2015 au Général Cyrille Ndayirukiye, autre prévenu dans le dossier du coup d'État manqué. Colonel Daradangwa a estimé ne pas comprendre pourquoi cela peut lui être imputé comme infraction.

« En quoi cela fait de moi un planificateur, un organisateur et un exécutant du putsch ? », a-t-il demandé à la Cour. Se réclamant consultant en matière de sécurité et de sécurité pour les compagnies d'aviation civile, il a assuré qu'un jour-là, il a passé 47 appels y compris aux Services Nationaux de Renseignement. Il ajoute qu'il devrait donc se rassurer sur l'avion de la Brussels Airlines pouvait atterrir ou non à l'aéroport de Bujumbura. Il a martelé devant les juges que ce jour-là, il devait appeler ou contacter quiconque avait une identité sur l'état civil du pays. Daradangwa a plaidé sans avocat et a estimé que les droits de la défense, pour ce qu'il le concerne, n'ont pas été respectés. - Poursuite donc ce lundi du procès devant la Cour suprême, qui s'est tenu à Gitega, où sont détenus des soldats et policiers accusés d'avoir participé à la tentative de coup d'État en mai 2015 au Burundi, alors que la répression des manifestations des opposants au 3e mandat du président Pierre Nkurunziza battait son plein. A la barre le général Cyrille Ndayirukiye a plaidé coupable. Mais comme la Cour avait accusé ses avocats il y a quelques jours, le général Cyrille Ndayirukiye a rejeté ceux commis officiellement par la juridiction, et a préféré se défendre seul. Il a assuré qu'il ne pouvait pas croire alors que la police était en train de tuer la population, pendant que le président Pierre Nkurunziza jouait au football et les soldats, dans l'attente d'un déploiement au sein de l'Armée en Somalie, semblaient indifférents à la tentative de coup d'État des 13 et 14 mai, au plus fort des manifestations contre le 3e mandat de Nkurunziza. Selon ses propos, l'objectif était de faire respecter l'accord de paix d'Arusha et la Constitution du Burundi qui ont été violés. Le général Cyrille Ndayirukiye a par ailleurs dit que lui et ses codétenus refusaient de porter seuls le chapeau. Il a donc demandé, comme il le fait depuis son arrestation, une confrontation avec le ministre de la Défense de l'époque qui est en fuite, ou encore avec l'actuel chef d'état-major général de l'armée, avec qui ils avaient, selon lui, ensemble le coup d'État avant qu'ils ne changent de camp. - Plusieurs jeunes gens sont détenus depuis dimanche dernier dans les cachots de la police dans la province de Rutana. Le gouverneur de la province, Bed Nyandwi a indiqué à la RTNB que les 35 jeunes gens arrêtés sont originaires des provinces de Ngozi et Kayanza dans le nord du pays. Il assure que le commissaire provincial de la police lui a dit que tous ces jeunes s'apprêtaient à se rendre en Tanzanie. Les forces de l'ordre les ont arrêtés alors qu'ils se trouvaient dans des champs de canne à sucre de la SOSUMO dans la commune Gihofi de la même province. Il ajoute que de ce fait, ils sont soupçonnés d'appartenir à des groupes de malfaiteurs. - Trois hommes, dont un vendeur de braise, viennent d'être appréhendés par la police dans le quartier III de Jabe ce mardi après-midi. Ces hommes ont été arrêtés par la Brigade Anti-émeute et la population indique que c'est le commandant de cette brigade Désiré Uwamahoro en personne qui les a arrêtés. Une des personnes interpellées, surnommée "Musani" a été fortement tabassée et blessée au niveau de la tête. Un témoin de la scène a indiqué qu'ils ont peur de leur vie avant d'ajouter que le jeune homme tabassé a été extrait d'une maison. Les raisons de leur interpellation ne sont pas encore connues. | Sécurité - Lors d'une conférence de presse de ce lundi après-midi, le porte-parole de la police Pierre Nkurukiye a reconnu que des obus ont été lancés sur la capitale Bujumbura en fin de matinée. Le bilan de l'attaque s'est établi à trois blessés dont deux femmes qui se trouvaient dans le quartier de Bwiza non loin des bureaux de la mairie. Pierre Nkurukiye a précisé que les bombes qui ont explosé dans le centre-ville ont été lancées par des fusils de type RPG. Par ailleurs, deux bombes ont frappé le quartier de Musaga. C'était en début de matinée. Une seule personne a été blessée selon le porte-parole de la police. - Le président de la Ligue des jeunes du parti FNL pro Rwasa dans le quartier Kavumu de la zone de Kamenge a été tué la nuit de ce dimanche à lundi. La dépouille de William Nimubona a été retrouvée dans le quartier de Kinama près de l'Ecole Technique Secondaire de Carama. La victime travaillait pour le compte de la microfinance Difo. - Pascal Trésor Nshimirimana dit Lisuba a été tué dimanche matin par la police à Musaga en mairie de Bujumbura. Agé de 27 ans, chanteur, il jouait aussi de plusieurs instruments traditionnels, dont les fameux tambours du Burundi, et il était le leader d'un groupe culturel assez populaire, qui se produisait lors des fêtes. Sa famille, des amis et des nombreux témoins assurent qu'il a été arrêté pour avoir manifesté contre le 3e mandat du président Pierre Nkurunziza. La police elle jure que c'était un criminel, terme qui désigne officiellement ceux qu'elle appelle insurgés. Les deux versions sont diamétralement opposées comme d'habitude. Selon des témoins, des policiers ont arrêté le jeune artiste burundais vers 7h30. Il aurait été désigné par un homme en tenue civile. Une trentaine de minutes plus tard, alors qu'ils l'amenaient en direction du domicile d'un haut responsable de la police qui inspire la terreur dans le quartier, Pascal Trésor aurait tenté de fuir. Un policier l'aurait alors tiré une balle dans le bas du dos, et la balle est ressortie par le ventre. Le jeune artiste est alors tombé visage contre terre pour ne plus se relever, selon des sources concordantes. Mais pour la police du Burundi, les choses se sont passées autrement. Des hommes en patrouille seraient tombés sur un groupe de quatre jeunes gens qui s'apprêtaient à commettre un crime, a expliqué le porte-parole de la police, Pierre Nkurukiye. Pascal Trésor Nshimirimana aurait été touché par une balle de fusil d'un policier qu'il tentait de désarmer, selon toujours Pierre Nkurukiye. Le porte-parole de la police a ajouté que l'une des trois autres personnes arrêtées serait l'assassin présumé de Jacqueline, une jeune militante du parti au pouvoir au Burundi, tuée après avoir été violée il y a un mois, dans ce quartier même quartier. La famille de l'artiste a réagi en dénonçant un mensonge honteux de la police et demande dans ce cas, le jeune artiste était armé. La police du Burundi assure pour sa part qu'une enquête va être ouverte. | Politique - Le torchon brûle au sein de la Coalition des partis politiques pour une opposition participative. La représentation au dialogue inter burundais à l'étranger fait objet de division au sein de la COPA. Selon Tite Bucumi Président du MSP-Inkinzo, Jean De Dieu Mutabazi, qui fut Président de la coalition COPA, a été destitué et chassé

ladite coalition le 4 novembre 2015. Jean De Dieu Mutabazi est accusé de manquements graves au sein de la coalition COPA. À Tite Bucumi et ses alliés à savoir les présidents des partis PRP, PIEBU, FROLINA, RPB et PMP accusent Mutabazi d'avoir retiré les dossiers des personnes qui avaient été déposés dans la commission de Dialogue National CNDI sur la demande de cette dernière. Mutabazi a donné des dossiers d'autres individus sans consensus, ajoutent-ils. Semer des divisions et avoir usurpé l'invitation pour Entebbe dans les pourparlers inter-burundais, ce sont d'autres accusations contre Jean De Dieu Mutabazi. Le Président du RADEBU rejette en bloc la décision de Tite Bucumi et ses alliés, de l'avoir destitué de la tête de la COPA et chassé de cette dernière. Jean De Dieu Mutabazi indique par contre que Tite Bucumi et ses alliés se sont retirés de la COPA. En ce qui concerne l'invitation pour Entebbe en Ouganda, Jean De Dieu Mutabazi explique qu'il a été invité comme Président de la COPA et comme d'autres leaders politiques de Bujumbura et ceux vivant à l'étranger. Le Gouverneur - L'administrateur communal de Mukaza l'une des nouvelles communes de la mairie de Bujumbura vient d'être suspendu dans ses fonctions par le ministre de l'Intérieur. Dans une ordonnance ministérielle signée ce 4 janvier 2016, Pascal Barandagiye accuse cet administratif d'avoir célébré des mariages ce 2 janvier en violation du code des personnes de la famille, avoir passé des contrats de location des locaux de la commune en violation d'une interdiction formelle de l'autorité de tutelle à ce sujet, la localisation un des bureaux de la commune dans un lieu difficilement accessible pour la population à un loyer exorbitant, l'ouverture des comptes bancaires de la mairie non reconnus ainsi que la perception des taxes et impôts de la commune d'une manière ambulatoire. La même ordonnance ajoute que plusieurs rappels à l'ordre lui ont été donnés avant la prise de cette décision. Elle ajoute que l'intérim sera assuré par le conseiller technique chargé des questions administratives sociales.